

# MUNICIPALITÉ D'UPTON

## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

OU

## COPIE DE RÉOLUTION

Session régulière  
Du Conseil de la  
Municipalité d'Upton  
tenue le  
Premier octobre 2002  
et à laquelle étaient présents  
M. Yves Croteau  
Maire

M. Christian Champigny  
M. Marcel Cabana  
M. Réjean Lozeau

M. Claude Larocque  
M. Rosaire Bienvenu  
M. Yves Lacoste

Le directeur général et secrétaire-trésorier est aussi présent

### Adoption du règlement 2002-102 sur les dérogations mineures et abrogeant les règlements antérieurs et ces amendements

Province de Québec  
M.R.C. d'Acton  
Municipalité d'Upton

<b>RÈGLEMENT NO. 2002-102 SUR LES DÉROGATIONS MINEURES AUX RÈGLEMENTS D'URBANISME</b>
---

#### **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QU'** qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), les municipalités locales peuvent adopter un règlement sur les dérogations mineures à certaines dispositions des règlements de zonage et de lotissement;

**ATTENDU QU' un comité consultatif d'urbanisme a été préalablement constitué conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;**

**ATTENDU QUE** la municipalité d'Upton a procédé à la révision de son plan d'urbanisme et au remplacement de ses règlements de zonage et de lotissement;

**ATTENDU QUE** suite au remplacement de ces règlements, la municipalité d'Upton doit remplacer son règlement sur les dérogations mineures;

**ATTENDU QU' un avis de motion a été donné par m. Yves Lacoste lors d'une séance régulière du conseil tenue le 3 septembre 2002;**

### **En conséquence**

460-10-2002 il est proposé par M. Marcel Cabana, appuyé par M. Rosaire Bienvenu et résolu unanimement que le présent règlement soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit:

### **ARTICLE 1 TITRE DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement s'intitule "Règlement numéro 2002-102 sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme de la municipalité d'Upton."

### **ARTICLE 2 PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

### **ARTICLE 3 ZONES VISÉES**

Une dérogation mineure peut être accordée dans toutes les zones prévues par le règlement de zonage de la municipalité, délimitées conformément au premier paragraphe du deuxième alinéa de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Cependant aucune dérogation mineure ne peut être accordée dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique.

### **ARTICLE 4 DISPOSITIONS VISÉES**

Toutes les dispositions des règlements de zonage et de lotissement autres que celles qui sont relatives à l'usage et à la densité d'occupation du sol peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure.

### **ARTICLE 5 CONDITIONS À RESPECTER**

La dérogation mineure ne peut être accordée que si les conditions suivantes sont respectées :

- a - L'application du règlement de zonage ou de lotissement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui la demande.
- b - La dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.
- c - La dérogation mineure respecte les objectifs du plan d'urbanisme, tel qu'amendé au jour de la décision du conseil sur la demande.
- d - Lorsque la dérogation est demandée à l'égard de travaux déjà en cours ou déjà exécutés, elle ne peut être accordée que lorsque ces travaux ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été effectués de bonne foi.

### **ARTICLE 6 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE**

Toute personne qui demande une dérogation mineure doit:

- a- Présenter la demande par écrit en remplissant et en signant la formule fournie par la municipalité à cet effet.
- b- Fournir un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre lorsqu'il existe une construction sur le terrain.
- c- Fournir un plan d'implantation lorsque la demande concerne une construction projetée.

- d- Fournir la description cadastrale du terrain avec ses dimensions.
- e- Dans les cas où la demande concerne des travaux en cours ou déjà exécutés et dans le cas où la demande vise un immeuble pour lequel une demande de permis de construction ou de certificat d'autorisation a été présentée, fournir une copie du permis de construction ou du certificat d'autorisation ou de la demande de permis de construction ou de certificat d'autorisation ainsi que les plans et autres documents qui en font partie, le cas échéant.
- f- Détailler la dérogation demandée.
- g - Au moment du dépôt de la demande de dérogation mineure, acquitter les frais de trois cent dollars (300,00\$) pour l'étude de ladite demande. Ces frais d'étude ne seront pas remboursés par la municipalité et ce, quelle que soit sa décision.
- h - Acquitter les frais réels encourus par la municipalité pour la publication de l'avis public prévu à l'article 11 et ce, dans les 10 jours de la date de publication.
- i - Fournir toute autre information ou document pertinent exigé par le fonctionnaire responsable.

#### **ARTICLE 7 VÉRIFICATION DE LA DEMANDE**

Le fonctionnaire responsable doit vérifier si la demande est dûment complétée et si elle est accompagnée de tous les documents exigés par le présent règlement et si les frais prévus à l'article 6 (g) ont été payés. Le requérant doit fournir toute information supplémentaire exigée par ce dernier.

#### **ARTICLE 8 TRANSMISSION DE LA DEMANDE AU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

Lorsque le dossier est complet, le fonctionnaire responsable le transmet au comité consultatif d'urbanisme.

#### **ARTICLE 9 ÉTUDE DE LA DEMANDE PAR LE COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

Le comité consultatif d'urbanisme étudie le dossier lors de la première réunion régulière suivante et peut demander au fonctionnaire responsable ou au demandeur des informations additionnelles afin de compléter l'étude. Il peut également visiter l'immeuble visé par la demande de dérogation mineure après en avoir avisé verbalement ou par écrit le requérant. Le comité peut reporter l'étude de la demande à une réunion ultérieure.

#### **ARTICLE 10 AVIS DU COMITÉ D'URBANISME**

Le comité consultatif d'urbanisme doit donner son avis au conseil municipal dans les 60 jours suivant la réception du dossier complet ou, le cas échéant, de la réception des informations supplémentaires requises du fonctionnaire responsable ou du demandeur.

#### **ARTICLE 11 DATE DE LA SÉANCE DU CONSEIL ET AVIS PUBLIC**

Le secrétaire-trésorier fixe la date de la séance du conseil où il sera statué sur la demande de dérogation mineure et au moins quinze (15) jours avant la tenue de cette séance, fait publier un avis indiquant:

- a - la date, l'heure et le lieu de la séance au cours de laquelle le conseil doit statuer sur la demande;
- b - la nature et les effets de la demande ;
- c - la désignation de l'immeuble visé par la demande en utilisant la voie de circulation adjacente et le numéro civique ou à défaut, le numéro cadastral;

d - une mention spécifiant que tout intéressé pourra alors se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

## **ARTICLE 12 DÉCISION DU CONSEIL**

Le conseil doit, par résolution, rendre sa décision après avoir reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme. Dans tous les cas, une copie de la résolution par laquelle le conseil rend sa décision est transmise à la personne qui a demandé la dérogation.

## **ARTICLE 13 PERMIS DE CONSTRUCTION**

Lorsque la dérogation est accordée avant que les travaux n'aient débuté et avant qu'un permis de construction ou un certificat d'autorisation n'ait été émis, le fonctionnaire responsable de la délivrance des permis et certificats délivre le permis de construction ou le certificat d'autorisation si toutes les conditions prévues pour leur délivrance sont rencontrées, incluant le paiement du tarif requis, et si la demande, ainsi que tous les plans et documents exigés, sont conformes aux dispositions des règlements de zonage, de construction et de tout autre règlement applicable ne faisant pas l'objet de la dérogation mineure.

## **ARTICLE 14 REGISTRE DES DÉROGATIONS MINEURES**

Le secrétaire-trésorier doit inscrire la dérogation mineure dans un registre en indiquant :

le numéro de la résolution du conseil par laquelle la dérogation est accordée;  
le nom et l'adresse du bénéficiaire;  
la désignation de l'immeuble visé par la dérogation mineure;  
l'identification de la disposition du règlement par laquelle une dérogation mineure est accordée;  
le numéro du permis de construction, s'il y a lieu.

## **ARTICLE 15 ABROGATION**

Le présent règlement abroge et remplace tout règlement sur les dérogations mineures de la municipalité d'Upton. Notamment, il abroge le règlement #99-48 et ces amendements.

## **ARTICLE 16 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

## **ADOPTÉ CE PREMIER OCTOBRE 2002 À UPTON.**

---

**Yves Croteau**  
Maire

---

**Robert Leclerc**  
Directeur général et secrétaire-trésorier

**Avis de motion :** 3 septembre 2002  
**Adoption :** 1<sup>er</sup> octobre 2002  
**Avis public :** 10 octobre 2002  
**Entrée en vigueur :** 10 octobre 2002

Donné à Upton ce 17 octobre 2002

Extrait certifié conforme  
Au livre des délibérations de la  
Municipalité d'Upton

Robert Leclerc

Directeur général et secrétaire-trésorier

N.B. (le procès-verbal sera soumis pour adoption par le Conseil à la prochaine session régulière)